

PARTENAIRES EN COMMUNAUTÉ



Congrès du travail du Canada
Canadian Labour Congress

PARTENAIRES EN COMMUNAUTÉ



Congrès du travail du Canada
Canadian Labour Congress

Partenaires en communauté

Les administrations municipales influencent beaucoup les travailleurs et les travailleuses, leurs familles et les collectivités où ils travaillent et vivent. C'est pourquoi les syndicats du Canada s'efforcent d'établir des relations fortes et productives entre les syndicats et les gouvernements locaux : nous savons qu'ils peuvent bâtir ensemble des communautés plus robustes et dynamiques sur le plan économique.

Notre campagne Partenaires en communauté pose les bases de cette mission en épaulant des candidates et candidats qui partagent nos valeurs et nos objectifs.

- Nous choisissons les communautés où nous pourrions jouer un rôle déterminant.
- Nous trouvons, formons et appuyons les candidates et les candidats qui partagent nos valeurs et nos objectifs.
- Nous formons le personnel de campagne.
- Nous assurons un soutien des campagnes du point de vue des communications.
- Nous faisons sortir le vote.

Voici les façons dont nous croyons pouvoir travailler avec vous pour bâtir des communautés plus fortes.

L'infrastructure pour des communautés plus fortes

Que nous vivions dans une grande ville, une petite communauté ou une communauté rurale, nos administrations locales jouent un rôle clé dans la construction et l'entretien des infrastructures publiques sur lesquelles nous comptons couramment. Mais elles ont besoin d'aide.

La Fédération canadienne des municipalités estime que le déficit associé aux infrastructures municipales du Canada est de 123 milliards de dollars, et il ne s'agit là que de la somme nécessaire pour réparer l'infrastructure en place. Il faudrait 115 milliards de dollars supplémentaires pour construire de nouvelles infrastructures nécessaires en raison de l'accroissement et du vieillissement de la population, ainsi que du besoin de relever d'autres défis tels que la lutte contre les changements climatiques.

Le gouvernement fédéral peut et devrait venir en aide aux administrations municipales. La situation financière du Canada est saine. Il a le ratio de la dette au PIB le plus bas du G7. Toutefois, il joue un rôle relativement faible dans le financement de l'infrastructure par rapport au reste du monde. Il faut que ça change.



L'investissement dans l'infrastructure créera des emplois de qualité et stimulera l'économie. Des études ont indiqué que chaque milliard de dollars investi dans l'infrastructure crée 16 700 emplois et génère 1,64 milliard de dollars de croissance du PIB réel.

L'investissement dans l'infrastructure permet non seulement d'améliorer la situation dans l'immédiat, mais aussi de laisser un héritage durable qui haussera la qualité de la vie pour des générations. C'est pourquoi nous appuierons des candidates et candidats qui s'engagent à s'efforcer d'assurer un financement à long terme prévisible de l'infrastructure traditionnelle et de l'infrastructure municipale sociale, ainsi que d'établir des stratégies d'achat responsable qui réinvestissent dans les communautés locales.

Infrastructure traditionnelle

Nous devons investir dans nos infrastructures de base telles que celles des transports en commun, des routes, des ponts, de l'eau potable et du traitement des eaux usées. Cela améliorera notre qualité de vie et notre économie, aidera les municipalités à faire face à l'accroissement de la population et favorisera la création de bons emplois dans les métiers et le secteur public.

Infrastructure sociale

Nous devons également investir dans des infrastructures qui satisfont à nos besoins sociaux. Il s'agit, par exemple, des garderies, des logements à prix abordable, des parcs, des bibliothèques, des centres de réadaptation et de désintoxication et des refuges.

De plus, la population canadienne veut vivre dans des villes qui sont sécuritaires et inclusives. Pour bâtir des villes inclusives, nous appuierons les candidates et les candidats qui s'engagent à assurer des services publics forts qui englobent :

- L'accessibilité pour les personnes ayant un handicap
- Des stratégies de lutte pour l'équité et la diversité et contre l'oppression et le racisme
- Des logements à prix abordable et des programmes et services communautaires complets de lutte contre l'itinérance
- Des programmes de soutien des immigrants et des réfugiés,





notamment par la désignation de la municipalité en tant que ville refuge ainsi que par l'adoption et la mise en œuvre de pratiques exemplaires en matière de politiques de discrétion absolue (ne rien demander, ne rien dire)

- Des approches préventives à l'égard de la sécurité et de la sûreté de la communauté

Stratégies d'achat responsable

L'outil de développement économique le plus efficace dont la municipalité dispose actuellement est sa propre stratégie sur les achats.

Les administrations locales du Canada achètent pour environ 100 milliards de dollars par année de biens et de services.

Leur pouvoir d'achat leur donne l'occasion d'appuyer des pratiques commerciales novatrices, le travail décent et des biens, services et projets d'immobilisations de qualité élevée.

Des municipalités de tout le Canada profitent de cette occasion. Qu'on parle de politique d'achats durables, sociaux ou responsables, les cadres et les objectifs se ressemblent. Les stratégies accordent de l'importance non seulement au coût le plus bas, mais aussi aux effets environnementaux, sociaux et économiques des décisions sur les achats.

Les politiques sur les marchés publics peuvent présenter un vaste éventail d'avantages variant de la réduction des déchets et de la consommation d'énergie à



l'accroissement de la capacité économique des populations marginalisées et à l'encouragement des fournisseurs qui ont des pratiques commerciales durables et responsables.

L'investissement dans les infrastructures est le plus efficace quand il existe de vigoureux partenariats entre les gouvernements, l'industrie privée, le mouvement syndical, les groupes communautaires et les organismes de mise en valeur de la main-d'œuvre. Ces partenaires peuvent négocier ensemble des ententes relatives aux avantages communautaires afin de voir à ce que les projets d'infrastructure permettent d'atteindre des objectifs tels que les suivants :

- Créer de bons emplois dans les communautés locales où les travaux d'infrastructure sont accomplis, particulièrement

pour les groupes et les quartiers à taux de chômage élevé et les groupes recherchant l'équité qui se heurtent à des obstacles systémiques sur le marché du travail.

- Donner des possibilités de formation et d'apprentissage à la population locale et contribuer à l'expansion des programmes locaux de mise en valeur de la main-d'œuvre.
- Voir à ce que les achats soient effectués auprès d'entreprises locales.
- S'assurer que les promoteurs de projet contribuent financièrement à l'augmentation des logements à prix abordable et à l'amélioration de l'environnement.

Bon nombre de provinces et de villes canadiennes s'efforcent de conclure des ententes relatives aux avantages communautaires, plus courantes aux États-Unis.

La durabilité pour des communautés plus fortes

Les changements climatiques causent une crise que nous ne saurions négliger. Nous appuierons des candidates et candidats qui s'engagent à assurer des investissements dans l'infrastructure permettant de lutter contre les changements climatiques de manières qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre tout en créant de bons emplois.

Bâtir une économie verte

Les administrations municipales sont déjà à l'avant-garde de la création d'une économie verte, mais nous pouvons en faire encore davantage, notamment en repensant les façons de construire des bâtiments, de fabriquer des produits et de produire de l'énergie. Il faut repenser les transports de

personnes et de marchandises, l'approvisionnement en énergie de l'industrie ainsi que le chauffage des habitations et des entreprises, mais en voyant à assurer l'accès de tous à une énergie verte à un prix abordable. Il faut encourager une économie locale durable, créer des possibilités d'emploi équitables et apporter notre juste part de contribution aux efforts de réduction des dommages sociaux et environnementaux.

Mise en valeur des énergies renouvelables

Le Canada jouit d'un potentiel énorme pour produire de l'électricité à partir de sources d'énergie propre et renouvelable.

Nos régions côtières et certaines régions intérieures offrent de grandes possibilités pour l'installation de parcs éoliens.



Certaines de nos communautés se classent parmi les mieux placées du monde pour produire de l'énergie solaire. D'autres sont particulièrement bien placées pour produire de l'énergie géothermique à grande échelle.

Par ailleurs, le Canada est l'un des pays les mieux placés pour exploiter l'énergie marémotrice. Nos rivières et nos lacs isolés présentent des possibilités d'exploitation hydroélectrique à petite échelle pour les communautés locales et notre pays a ce qu'il faut pour produire certains types de biocarburants.

La transition vers la mise en valeur de sources d'énergie propre et renouvelable nécessite un leadership engagé, concerté et efficace des gouvernements de tous les ordres.

Transports en commun

Si nous voulons vraiment effectuer le virage vers une économie verte, nous devons réduire notre dépendance à l'égard de l'automobile. Cela nécessite l'investissement dans l'expansion des transports en commun et le transport ferroviaire interurbain. Pour être efficace, la stratégie sur les transports en commun doit faire en sorte que ceux-ci soient accessibles à un prix abordable et qu'ils soient responsables.

Le Canada sera bientôt le seul pays membre du G7 qui n'a pas de réseau de transport ferroviaire à grande vitesse, même s'il est l'un des principaux pays producteurs de trains à grande vitesse ainsi que de matériel et de technologie connexes. Nous devrions utiliser nos connaissances spécialisées



dans notre propre intérêt en construisant un réseau de trains à grande vitesse au Canada.

Le recours aux transports en commun ménage l'environnement, permet aux gens de participer à leur communauté et crée de bons emplois dans leurs réseaux syndiqués et dans la fabrication locale d'autobus, de wagons de trains et de tramways.



Les services publics pour des communautés plus fortes

L'investissement dans des services publics de qualité qui sont responsables, accessibles et contrôlés localement est économiquement judicieux et assure une meilleure qualité de vie à tous. Mais à mesure que les municipalités s'efforcent de trouver les fonds nécessaires pour maintenir et accroître les infrastructures, la privatisation peut sembler être une solution de facilité. Or, l'histoire nous a appris que les partenariats public-privé (PPP), la sous-traitance et la privatisation

finissent par coûter beaucoup plus cher. Et quand les profits l'emportent sur l'intérêt public, cela compromet les services sur lesquels nous comptons.

Le gouvernement fédéral libéral a pris certaines mesures positives, annonçant dans son budget de 2016 qu'il éliminerait l'exigence adoptée par le gouvernement conservateur Harper que tous les projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral dont la valeur est de 100 millions de dollars ou plus soient assujettis à une présélection pour la pertinence d'un partenariat public-privé. Il a également annoncé qu'il confierait la responsabilité de Partenariats public-privé Canada Inc. au ministre des Infrastructures et des Communautés afin d'améliorer la reddition de comptes de la société d'État.

Ce sont des mesures bienvenues. Cependant, la Banque de l'infrastructure du Canada fait encore la promotion de l'investissement privé dans l'infrastructure municipale et publique. Le gouvernement fédéral a déjà commandé des études de faisabilité sur la privatisation d'installations portuaires et aéroportuaires, qui menacerait d'importants moteurs économiques de nombreuses municipalités et régions canadiennes.

La vérificatrice générale de l'Ontario a constaté dernièrement que les partenariats public-privé ont fait augmenter de 8,2 milliards de dollars



le coût des projets d'infrastructure. Une récente étude de l'école des politiques publiques de l'université de Calgary a conclu que les PPP accroissent le risque pour les municipalités et haussent le coût que paient les contribuables.

C'est pour cela que nous appuierons les candidates et les candidats qui s'engagent à mettre un terme à la dépendance à l'égard des PPP et à favoriser la propriété, la mise à disposition et le financement publics de l'infrastructure et des services sur lesquels comptent leurs commettantes et commettants.

Les bons emplois pour des communautés plus fortes

Les emplois de qualité, les salaires équitables et les conditions de travail sécuritaires bâtissent de fortes communautés. Or, de nos jours, une travailleuse ou un travailleur sur quatre est coincé dans un emploi à bas salaire et une ou un sur trois est obligé de se contenter d'un emploi temporaire ou à temps partiel ou d'un emploi précaire à son compte.

Les administrations municipales ont un rôle important à jouer en défendant et créant de bons emplois dans leurs communautés.

L'application de normes du travail équitables aux personnes qui travaillent directement ou indirectement pour les administrations municipales est l'un des éléments d'une stratégie locale efficace visant à créer de bons emplois.

Les municipalités doivent offrir leur appui aux campagnes visant à hausser les salaires minimums, ainsi qu'aux améliorations connexes des normes d'emploi provinciales.

Il arrive souvent que les programmes de reconnaissance par les employeurs d'un salaire suffisant pour vivre constituent le complément des campagnes sur

le salaire minimum et les normes d'emploi. Toutes les municipalités doivent appuyer le droit au travail décent et à un salaire suffisant pour vivre, c'est-à-dire à un revenu suffisant pour subvenir à ses besoins de base.

L'augmentation de l'inégalité des salaires et de la pauvreté est la cause profonde de bon nombre de problèmes sociaux auxquels les communautés sont confrontées couramment. C'est pourquoi nous appuierons les candidates et les candidats qui s'engagent à renverser la tendance en haussant la barre pour la création de bons emplois dans leurs communautés.





Contactez-nous



facebook.com/clc-ctc



[@canadianlabour](https://twitter.com/canadianlabour)



[@canadianlabour](https://www.instagram.com/canadianlabour)



youtube.com/canadianlabour



congresdutravail.ca



Congrès du Travail du Canada
2841, promenade Riverside, Ottawa (Ontario) K1V 8X7
Téléphone: 613-521-3400



Congrès du travail du Canada

Canadian Labour Congress